



Conseil National des 2 et 3 juillet 2022

Bilan et enseignements des séquences électorales de la présidentielle et des législatives

Les élections présidentielle et législatives récentes sont une réelle avancée grâce à la stratégie de l'Union populaire puis de la NUPES dans lesquelles le Parti de Gauche s'est investi de façon constructive. Elles ont mené Jean-Luc Mélenchon aux portes du second tour, ont permis de doubler le nombre de député·e·s de gauche à l'Assemblée et de multiplier par cinq le nombre de député·e·s France insoumise/Union populaire. Ces scores sont notamment le résultat d'un travail stratégique mené depuis plus de treize ans par le Parti de Gauche et ses militant·e·s via la France insoumise depuis six ans. Le Parti de Gauche a été le premier parti à se positionner en faveur de la candidature de Jean-Luc Mélenchon et se réjouit d'avoir fait campagne à ses côtés pour la prise de pouvoir et une 6^e République.

Le Parti de Gauche félicite les nouveaux·elles élu·e·s et se félicite d'avoir fourni au groupe de la FI/UP à l'Assemblée nationale un grand nombre de député·e·s formé·e·s par le Parti. Nos élu·e·s PG s'engagent à une irréprochabilité sur les risques psychosociaux et de harcèlement moral et sexuel notamment en suivant une formation. Nous rappelons à cet effet que le Parti de Gauche dispose d'une instance dédiée. Il s'engage, dans ce sens, à mettre les moyens nécessaires pour recueillir et prendre en considération la parole des témoins et/ou des plaignant.e.s avec cohérence et sérieux.

Le Parti de Gauche félicite également ses candidat·e·s non victorieux·euses qui ont tout de même fait progresser significativement notre camp politique dans les urnes et sur le terrain. Les militant·e·s du Parti de Gauche ont également joué un rôle crucial dans la séquence, notamment dans les équipes de campagne.

L'élection présidentielle est le moment fort de la V^e République. Le quinquennat et l'inversion du calendrier ont été créés pour donner une majorité au président fraîchement élu. Or après cinq ans de la présidence Macron et son Assemblée nationale sur mesure, le président n'est pas descendu dans l'arène pour défendre son quinquennat et proposer un nouveau projet aux Françaises et aux Français. Il avait pourtant des choses à dire et à assumer : des atteintes aux libertés publiques, cinq ans marqués par les Gilets jaunes, l'accroissement des inégalités sociales, la mauvaise gestion de la crise COVID, la destruction programmée des services publics, deux condamnations pour inaction climatique alors que les rapports du GIEC sont de plus en plus alarmants et une crise économique sans précédent qui se profile.

Cette campagne a confirmé le jeu dangereux d'Emmanuel Macron avec l'extrême-droite. Elle a vu l'émergence du mouvement Reconquête sur la base d'une radicalisation xénophobe, raciste et réactionnaire. Le ronronnement permanent des médias autour

d'Éric Zemmour a achevé la normalisation du Rassemblement national vidant de son sens le mot antifasciste. Macron a pu jouer la partition prévue : un face à face avec l'extrême-droite et un appel au front républicain.

Face à cela, l'Union populaire, avec la candidature de Jean-Luc Mélenchon, est arrivée à mettre au centre de la campagne les préoccupations sociales, environnementales et démocratiques avec des propositions concrètes.

L'Union populaire a frôlé le second tour à 430 000 voix. Dans ce contexte dégradé, c'est une prouesse qu'il faut souligner. Toutefois, le taux d'abstention record pour une présidentielle montre à quel point les citoyens et les citoyennes se sont éloigné·e·s de la politique institutionnelle. La désaffection à l'égard des urnes est encore beaucoup plus importante chez les jeunes et dans les milieux populaires, la partie de la population qui a justement le plus besoin d'un État qui se préoccupe de protection, de partage des richesses et de planification écologique. Les partis traditionnels sont en grande difficulté. La présidentielle a dessiné quatre grands blocs (extrême-droite, droite libérale, Union populaire, abstentionnistes).

Les citoyen·ne·s ne voulaient pas d'un second tour Macron-Le Pen. Ils et elles se sont retrouvé·e·s pris·es au piège. L'Union populaire et, en son sein, le Parti de Gauche, ont pris leurs responsabilités : pas une seule voix pour le RN. Macron est réélu avec le suffrage de 16 % des inscrit·e·s dans le face à face avec le RN.

C'est dans ce contexte que démarre la séquence législative. Les électeurs et électrices sont démobilisé·e·s. Le quinquennat et l'inversion du calendrier ont réduit l'hémicycle à une chambre d'enregistrement. Le mode de scrutin rend illisible le rôle de l'Assemblée nationale. Macron et son « armée de playmobils » n'ont fait qu'accentuer l'idée que cette Chambre ne sert à rien.

Lorsque Jean-Luc Mélenchon a annoncé qu'il pouvait être Premier ministre, cette campagne a été bouleversée. L'espoir est revenu chez les électeurs et électrices de l'Union populaire et a relancé la dynamique. Les accords qui ont été signés entre les partis de gauche, le pôle écologique et la France insoumise pour aboutir à la NUPES ont mis en lumière que même dans la V^e République, un Parlement avait un rôle important. Le Parti de Gauche se félicite d'avoir aujourd'hui 151 députés NUPES dont 21 PG. Il est à noter que dans 10 circonscriptions sur 11, les Françaises et les Français de l'étranger ont porté la NUPES au second tour. Ce n'est pas dans leurs habitudes. Ils et elles regardent souvent la France à travers leur prisme local ce qui les amène à relativiser la situation nationale. Notre programme a une résonance universelle partout dans le monde. L'urgence sociale et écologique se fait ressentir partout sur la planète.

Le faible taux de participation interroge. Les classes populaires et les jeunes se sont peu déplacés pour aller aux urnes. Le bloc majoritaire est celui des abstentionnistes. Nous avons construit et défendu un programme pour porter les revendications populaires. Malgré cela, l'abstention est colossale. Beaucoup de nos camarades élu·e·s dans les quartiers populaires avec des scores supérieurs à 50 % ont quand même dû faire un second tour car le quorum de 25 % des inscrits n'était pas atteint. Ce phénomène est très préoccupant pour la santé de notre démocratie. Par ailleurs, la France insoumise, au-delà de constituer un puissant mouvement électoral en vue des élections présidentielle et législatives, souffre d'implantation insuffisante dans tous les territoires et en particulier dans la ruralité.

Enfin, à la fin de ce cycle de la présidentielle et des législatives, nous devons nous interroger sur notre stratégie et notre investissement sur les grandes métropoles. Les zones périphériques et les zones rurales où nous faisons globalement des scores plus

faibles constituent nos principaux axes d'amélioration et marge de progression. Leurs habitant·e·s sont éloigné·e·s de tout, des centres de pouvoirs, des services publics, de lien social... Nos 430 000 voix manquantes sont probablement sur ces territoires. Nous devons adapter les messages et les modes de communication aux zones périphériques et aux zones rurales.

Les résultats élevés du RN doivent être considérés très sérieusement. Ils disqualifient en premier lieu Macron qui se targuait d'être le seul rempart contre l'extrême-droite... Cinq ans plus tard, il est face au RN au second tour de la présidentielle et 89 député·e·s RN siègent désormais à l'Assemblée nationale, sans scrutin proportionnel. Il en est le premier responsable, il a joué avec le feu, avec son mépris et sa politique de classe pour se faire réélire... Ce que nous ne voulions plus jamais voir est en train de se passer. Lors des duels de second tour qui opposaient la NUPES au RN, les droites de ce pays n'ont pas appelé à faire barrage à l'extrême-droite et, dans plusieurs circonscriptions, des dissidents "de gauche" ont empêché l'élection des candidat·e·s de la NUPES au profit, souvent, de l'extrême-droite. Les digues sont tombées et les duels RN/NUPES ont montré que l'idée d'un signe égal entre la gauche et l'extrême-droite s'était inscrite. 56 % des seconds tours RN/NUPES ont vu la défaite de la NUPES et les votes blancs/nuls ont presque quadruplé.

Aucune majorité ne se dégage dans l'hémicycle. Ensemble ! (Renaissance, Modem et Horizon), LR et RN se sont faits complices pour élire des vice-présidences RN et tenter d'empêcher notre camarade Éric Coquerel de prendre la présidence de la Commission des finances. La NUPES apparaît ainsi à la fois comme la seule opposition réelle au Gouvernement macroniste et comme ultime recours face à l'extrême-droite.

« Hitler plutôt que le Front populaire ». C'est le jeu dangereux qui a permis aux fascistes d'arriver au pouvoir par les assemblées représentatives nationales et des coalitions qui les ont nommés dans les années 30.

Le cycle électoral qui vient de s'achever avec les élections présidentielle et législatives démontre, une fois de plus, la crise de domination politique de la bourgeoisie et de l'oligarchie dans le cadre de ses propres institutions, celles de la V^e République, pourtant taillées sur mesure pour elles il y a 65 ans.

La V^e République est obsolète. Elle concentre tous les pouvoirs dans les mains d'une seule personne, élue pour cinq ans, sans aucun contre-pouvoir, responsable devant personne, confondant le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif.

Emmanuel Macron arrivé au pouvoir a continué sa stratégie d'enjambement des élections. En composant son Gouvernement avec certains ministres accusés de viol et de harcèlement, il méprise la population et en particulier les femmes, en piétinant ce qui devait être la grande cause de son précédent quinquennat.

Le vote issu des législatives a réintroduit une forme de proportionnelle au Parlement. L'abstention massive, la volonté des électeurs et électrices de ne pas donner une majorité au président, ainsi que les revendications de RIC, rendent encore plus prégnante l'urgence d'une constituante pour passer à une 6^e République. Il faut continuer la bataille pour la 6^e République ! Les élu·e·s de la NUPES vont avoir à se battre pour faire vivre notre programme. Même si nos mesures sont majoritaires dans le pays, elles peuvent être mises en minorité par des coalitions qui veulent préserver leurs avantages. L'actualité aux États-Unis nous permet de faire adopter notre proposition de loi pour la constitutionnalisation du droit à l'IVG alors que cette proposition avait été rejetée à deux reprises par LREM en 2018 et 2019.

Le Parti de Gauche est dans une situation singulière

Nous nous sommes créés en appelant au « Front de Gauche ». Le débat avait été posé sur l'élargissement à d'autres formations de gauche et à des « non encarté·e·s » par le biais des adhésions directes. Ainsi nous répondions à deux demandes de nos concitoyen·ne·s. Pour les un·e·s « l'union de la gauche » et, pour d'autres, permettre à des citoyen·ne·s, engagé·e·s ou pas, ne se sentant pas représenté·e·s par les élu·e·s investi·e·s par des partis, de s'engager. Cette expérience « Front de Gauche » ne nous a pas permis de générer un mouvement citoyen assez puissant vers la politique. Nous avons donc initié la France insoumise autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon en 2017. Nous y avons sans réserve engagé tous nos moyens financiers et humains.

En 2022, après la présidentielle, sous la pression des responsabilités politiques mutuelles, une alliance inédite s'est constituée à partir du centre de gravité à gauche que représentait le résultat politique de l'Union populaire et de son programme.

L'accord NUPES est historique, au sens où c'est la première fois que, sur le territoire français hors Outremer, l'ensemble des forces de gauche et écologistes se présente dans toutes les circonscriptions sur la base d'un programme partagé pour gouverner ensemble, dans le cadre d'un Gouvernement dirigé par Jean-Luc Mélenchon.

À partir de mesures d'urgence sociale et d'enclenchement de la planification écologique, ce programme permet d'amorcer la rupture avec le capitalisme et les institutions antidémocratiques de la V^e République. Il constitue le nouveau barycentre politique d'une Gauche enfin retrouvée.

Le résultat des élections législatives est porteur de réalités positives et contient plusieurs enseignements.

Sur le terrain, ce fut une expérience inattendue où ont milité ensemble des partis et des citoyen·ne·s non encarté·e·s. Fort·e·s de notre singularité, nous sommes le seul parti politique à pratiquer ces deux formes de militantisme. Nous devons faire perdurer la dynamique de l'Union populaire et l'accord programmatique de la NUPES, localement et nationalement, tout en continuant à conforter le Parti de Gauche et porter la radicalité de son programme. Évidemment, ça ne sera pas simple et il y a des contradictions, d'autant que le programme de la NUPES est différent du programme *l'Avenir en Commun*, qui est lui-même une version allégée du programme du Parti de Gauche.

Le Parti de Gauche a payé lors des désignations définitives un lourd tribut qui laisse un goût amer à beaucoup de nos camarades. Nous n'avons pas participé en tant que parti aux négociations et nous nous sommes retrouvé·e·s devant le fait accompli en voyant des camarades ne plus être investi·e·s alors qu'ils ou elles s'étaient déjà lancé·e·s dans la campagne. En 2017, le Parti de Gauche a fait le choix de mener sa stratégie électorale dans le cadre de La France Insoumise. En 2022, le Parti de Gauche est de fait une composante de l'Union populaire. En effet, nous sommes représenté·e·s par nos coordinateur·rice·s nationaux·ales au sein du Parlement de l'Union populaire et notre revue *l'Intérêt Général* a été l'un des éléments structurants des débats sur la 6^e République lors de la campagne présidentielle. Le Parti de Gauche sort renforcé de ces élections, son investissement dans la France insoumise lui a permis d'obtenir nombre de député·e·s.

Face aux ravages sociaux et écologiques du modèle néo-libéral et à la montée du fascisme dans une partie croissante de la société et des territoires, la nécessité d'avoir un mouvement de masse ancré dans tous les territoires, structuré démocratiquement, ayant

une dimension internationaliste et offrant un cadre de formation aux militant·e·s et sympathisant·e·s est plus que jamais nécessaire.

Dans l'immédiat, le PG, cadre de réflexion et d'action structuré et basé sur un fondement démocratique, réaffirme son identité et l'originalité de ses positions programmatiques. En tant que parti creuset, il réaffirme également poursuivre son engagement à :

- développer son réseau militant et son implantation dans tous les territoires et dans la société, notamment en lançant une grande campagne d'adhésion ;
- s'impliquer dans les luttes sociales et écologiques et contre toute forme de discrimination ;
- lutter sans relâche pour les droits des femmes ;
- appuyer et faire connaître le travail de ses élus locaux et des députés de l'Union populaire ;
- travailler à l'émergence de candidatures au sein des quartiers et des classes populaires ;
- renforcer son dispositif de réflexion idéologique ;
- poursuivre le travail sur la 6^e République et les processus constitutifs ;
- mettre en œuvre un antifascisme concret pour combattre et faire reculer l'extrême droite ;
- construire un réseau écosocialiste international

Il s'agit également pour le Parti de Gauche de renforcer son dispositif de formation et d'éducation populaire avec un calendrier de formation des Jeudis du PG, la compilation de nos outils sous forme de kit militant (*Manifeste pour l'écosocialisme*, revue *l'Intérêt général*) et la confection d'une collection de cahiers militants.

Il nous faut urgemment réfléchir collectivement à la réactualisation de la place et de la fonction du Parti de Gauche dans la nouvelle configuration, en lien avec les évolutions qui auront lieu au niveau de la France insoumise, de l'UP et de la NUPES. Ceci sera l'objet du prochain Congrès.